

Bilan annuel des entreprises

En Bretagne, l'année 2014 aura été, dans l'ensemble, plus difficile que prévu avec une activité qui, globalement, s'est de nouveau repliée

Dans l'industrie, les résultats d'ensemble de la région ont été impactés par les difficultés récurrentes du secteur automobile mais aussi par les performances en retrait de plusieurs autres grands secteurs qui ont également vu leur chiffre d'affaires reculer. La construction a, quant à elle, accusé une baisse d'activité plus forte qu'anticipée l'an passé. Les difficultés rencontrées dans ces deux secteurs ont pesé sur le niveau de l'emploi, en retrait. Comme en 2013, les services marchands ont vu leur chiffre d'affaires s'accroître de même que le niveau de leurs effectifs. Prévue à la hausse, les dépenses d'investissements ont à nouveau stagné dans l'industrie ; elles ont baissé dans la construction et les services marchands.

Direction des Affaires régionales - Banque de France de Rennes

En 2014, le chiffre d'affaires de l'« industrie » a continué de se contracter

En 2014, infirmant les prévisions plutôt favorables qui avaient été formulées l'an dernier, le chiffre d'affaires global de l'industrie s'est, une nouvelle fois, inscrit en léger retrait (-1,4 % contre -1,0 % en 2013 et -0,5 % en 2012) (*figure 1*). Toujours, pour partie, imputable à une baisse de l'activité dans la fabrication de « matériels de transport », ce repli a été amplifié par la diminution marquée des prix à la production industrielle, due notamment à la chute du cours du pétrole brut.

Si l'on excepte les « équipements électriques », les performances des autres grands secteurs industriels ont été moindres que l'année précédente. Cette baisse de l'activité a concerné toutes les entreprises quelle que soit leur taille, tout en étant toutefois plus accentuée chez les plus grandes (effectifs supérieurs à 500).

Comme anticipé par les chefs d'entreprise, le chiffre d'affaires global à l'exportation s'est faiblement renforcé mais dans des proportions un peu en deçà des prévisions formulées fin 2013/début 2014. Dans la continuité de l'an dernier, la hausse la plus significative a été relevée au sein des entreprises employant moins de 50 salariés.

L'année 2014 a été caractérisée par une poursuite de l'érosion des effectifs, tendance négative qui, exception faite en 2011, prévaut sans discontinuité depuis une décennie. Seules les entreprises employant de 200 à 500 salariés font exception en enregistrant un gain modeste. Après deux années de baisse marquée, les emplois intérimaires ont été maintenus mais à un bas niveau.

Le niveau des investissements ressort stable. Une analyse par taille d'entreprise permet toutefois de mettre en perspective des progrès dans les plus petites unités alors que, à l'inverse, les programmes ont été souvent décalés, voire réduits dans celles de plus de 500 salariés.

La progression des dépenses d'investissement a été modeste et surtout bien en deçà des prévisions formulées l'an passé (+0,9 % au lieu des +9,1 % escomptés).

Dans l'ensemble, les industriels interrogés estiment que la rentabilité d'exploitation du secteur se serait plutôt améliorée en 2014, malgré des évolutions négatives dans les « équipements électriques » et, plus encore, au sein des « matériels de transport ».

En 2014, conformément aux prévisions, le chiffre d'affaires des « services marchands » s'est accru plus rapidement qu'en 2013

Ce renforcement de l'activité (+2,2 % contre +0,5 % en 2013) s'explique d'abord par les bons résultats des « activités informatiques » et des « activités de nettoyage » qui ont continué d'apporter une contribution significative à la progression d'ensemble. Parallèlement, un léger mieux a aussi été noté au sein des secteurs « ingénierie, études techniques » et « transports ».

Globalement, les effectifs ont continué de progresser, à un rythme cependant un peu inférieur à celui qui avait prévalu en 2013. Comme prévu, une nouvelle hausse significative est intervenue dans les « activités informatiques ». Le renforcement des effectifs a également continué dans les « activités de nettoyage ». Dans les « transports », les

emplois ont été quasiment préservés mais avec un accroissement de la part des intérimaires. Enfin, dans l'« ingénierie technique », les effectifs ont encore été ajustés à la baisse.

Après avoir progressé au cours des exercices précédents, le niveau global des investissements est apparu un peu en repli en 2014. Les investissements se sont significativement contractés dans les « transports » et, à un degré moindre au sein des « activités de nettoyage ». À l'inverse, une fois encore, une progression sensible a été observée au sein des « activités informatiques » et, mais dans des proportions toutefois moindres, dans le secteur de l'« ingénierie technique ».

Dans l'ensemble, la rentabilité d'exploitation se serait plutôt renforcée, 26 % seulement des entreprises sondées estimant que leurs marges se seraient resserrées sur la période.

Le secteur de la « construction » a accusé en 2014 une baisse d'activité plus forte que prévue

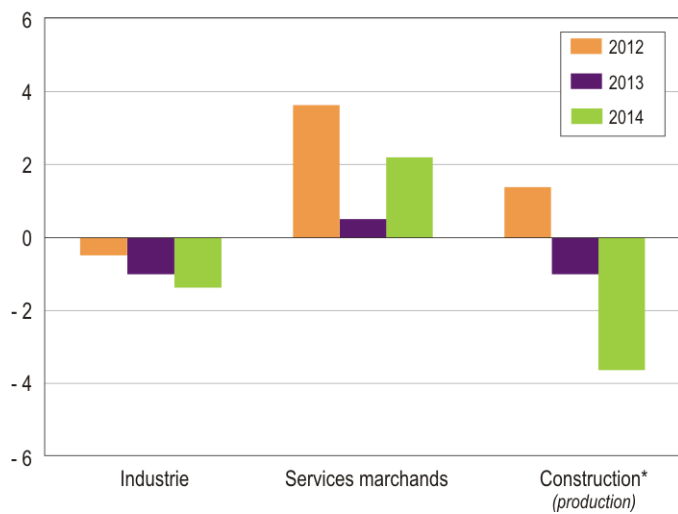
La diminution de la production a surtout concerné le « bâtiment » et, dans une moindre mesure, les « travaux publics ». Au sein du « bâtiment », le « gros œuvre » a été plus impacté que le « second œuvre ».

Dans ce contexte plus difficile que prévu, l'érosion des effectifs s'est accélérée. Pour partie, cet ajustement s'est matérialisé par une nouvelle réduction du recours aux personnels intérimaires.

Cette année encore, la baisse continue des prix des devis a provoqué une nouvelle et nette dégradation de la rentabilité d'exploitation du secteur. Sans surprise, la contraction des dépenses d'investissement s'est prolongée. ■

**1 En 2014 la contraction de l'activité s'est amplifiée
sauf dans les services marchands**

Variation des chiffres d'affaires* par secteur en Bretagne (en %)



Source : Banque de France